

Sénégal : L'opposant Sonko soutient Assimi Goïta et officialise sa candidature à la présidentielle

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 19 AOÛT 2022

1163

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Rétrospective

Le film du départ d'IBK du pouvoir



Résultats du baccalauréat session 2022 :
20,35%, un taux interpellateur !



Association Malienne des expulsés :
Les conséquences des politiques migratoires européennes sur les pays du sud



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

18 août
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

804

Nouveaux cas confirmés

04

Nouveaux guéris

00

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

562 746 Vaccinations incomplètes

1 564 730 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

31 255

Guéris

30 428

Décès

739

dont 08 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.13



P.21



P.25



/ Une /

Rétrospective : Le film du départ d'IBK du pouvoir

P.5

/ Brèves /

PCIAT Centre : Le commandant du PCIAT Centre de l'opération Maliko s'imprègne de la situation sécuritaire à Diallassagou et Koro

P.14

STAMP : Une réponse digitale aux problèmes de pâturages

P.14

RCl : Tension entre Cherif Ousmane et Dramane Ouattara.

P.15

Les femmes de Kita dotées en équipement agricole pour la transformation du beurre de Karité par le projet Agreco : Le Ministre du Développement Rural Modibo KEÏTA remet les matériels

Accident de la circulation : Le bilan fait état de 23 victimes au total 05 blessés graves inconscients avec des traumatismes crâniens et bucco-dentaire

P.15

nourrissons blessés

Marché financier : Le Mali lance un emprunt obligataire pour récolter 200 milliards FCFA

P.16

/ Actualité /

Résultats du baccalauréat session 2022 : 20,35%, un taux interpellateur !

P.22

Association Malienne des expulsés : Les conséquences des politiques migratoires européennes sur les pays du sud

P.25

ONG ACCOUNTABILITY LAB : Les succès des programmes salués

P.26

Hausse des prix et les 14 milliards de subvention : Le font interpelle le président Assimi Goïta

P.27

/ Politique /

Levée des sanctions, visite de Macky Sall au Mali : Le rôle clé du Chérif de Niore Sénégal : L'opposant Sonko soutient Assimi Goïta et officialise sa candidature à la présidentielle

P.28

P.29

/ Culture & société /

SOTRAMA : Les prix de transport presque doublés

P.32

P.33

/ International /

Côte d'Ivoire : Publication par la CEI de la liste définitive des candidats aux législatives partielles (Communiqué)

P.34

Coopération : L'ambassadrice du Royaume-Uni pose la première pierre de la Baie des Britanniques et soutient les femmes d'Audoïn-Beu

P.35

P.37

/ Sport /

PSG : L'autre demande express de M'Bappé à Al-Khelaïf en plus du départ de Neymar

P.38

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23


• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Rétrospective

Le film du départ d'IBK du pouvoir

18 août 2020-18 août 2022, cela fait deux ans, que l'ancien Président de la République, feu Ibrahim Boubacar Keita alias IBK a été évincé du pouvoir par des militaires réunis au sein du Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP). Voici le film de cette journée folle que les maliens ont vécu et ne sont pas prêts d'oublier.

Tôt le matin, des bruits de bottes ont été entendus dans la ville garnison de Kati. Cette situation s'est confirmée par l'arrestation de ministres et de certains généraux de l'armée. En plus de ceux-ci beaucoup d'anciens dignitaires du régime ont également été mis aux arrêts. Ayant senti la situation qui tournait au vinaigre, le fils d'IBK, Karim Keita, accusé par l'opinion publique de détournement massif de deniers publics a pris la poudre d'escampette. Il est allé se réfugier dans un pays voisin, pour ne pas citer la Côte d'Ivoire. C'était le flou total dans la ville de Bamako. Les regards des habitants partagés entre soulagement et inquiétude étaient rivés tournés vers Kati à la recherche d'une réponse à l'avenir. Toutes les activités tournaient au ralenti. Quelques jours avant le 18 août, la rumeur, dans la ville de Bamako, faisant état d'un coup d'état en préparation cours circulait. Cette rumeur a-t-elle été l'élément déclencheur ? Quoi qu'il en soit, les esprits étaient préparés à l'éventualité d'une interruption du mandat

du président IBK fortement contesté par une large majorité de l'opinion nationale à travers le Mouvement du 5 juin – Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP). Des centaines de personnes ont aussitôt pris d'assaut le monument de l'indépendance, place culte pour les gigantesques rassemblements du M5-RFP, pour manifester leur joie sans doute à cause du rejet du pouvoir de IBK

accusé de corruption, de népotisme, d'incompétence par ses contempteurs. Aux environs de 14 heures, des militaires se sont dirigés vers le domicile d'IBK dans le dessein de l'arrêter. Ce qui fut fait sans aucun coup de fusil et sans violence apparente. Face à la facilité de l'arrestation du président IBK d'aucuns ont pensé à un complot entre le désormais ex-chef d'Etat et la junte militaire. Il a été conduit à bord d'un véhicule V8 suivis de nombreux véhicules remplis de soldats armés jusqu'aux dents. Une foule en liesse s'est massée tout au long du trajet emprunté par la junte pour saluer cette arrestation qui mettait fin à plusieurs jours de contestation voire de grogne sociale. Conduit à Kati par des jeunes officiers méconnus du grand public, IBK finira par dissoudre son gouvernement et l'Assemblée nationale avant de démissionner. L'information a été donnée au peuple malien à travers la télévision nationale, l'Office de Radio et Télévision du Mali (ORTM). C'est un IBK avec un visage crispé, qui est apparu à la télévision pour annoncer solennellement sa démission et la dissolution de l'Assemblée nationale à la population. On pouvait lire sur son visage toute l'amertume de cette fin de parcours présidentiel qu'il n'avait jamais prévu. Deux ans après la chute du régime d'IBK, les maliens demeurent partagés entre incertitude et angoisse sur le sort du Mali. Va-t-on vers une nouvelle désillusion ? C'est la question qui taraude l'esprit de beaucoup. Qu'est-ce qui a changé un an après le départ d'IBK ? Au regard de la confusion qui prévaut, les fondements du Mali ne sont toujours pas à l'abri de l'effondrement si l'on ne se ressaisit au plus vite.

■ Ibrahim Sanogo



■ Croissanceafrique.com



(CROISSANCE AFRIQUE)- Au Niger, l'encours de la dette publique ressortirait à 43,6% du PIB en 2022, ensuite à 43,0% en 2023, puis à 41,5% en 2024 et respectivement à 41,3% et 41,4% en 2025 et 2026, renseigne un récent rapport du département des politiques économiques et des fiscalités intérieures de l'union économique et monétaire Ouest-africaine (UEMOA). Pour ce qui est des dépenses Publiques, leur exécution devrait augmenter de 2,6% pour les situer à 21,7% du PIB, en lien avec des progressions au niveau des charges (+0,9%) et des dépenses en capital (+4,2%)....



■ educationsn.com



LEÇON DE VIE !

Un homme Massai entra dans une banque à NAIROBI et demanda un crédit. Il dit à l'agent de crédit qu'il allait à DUBAI pour affaires pendant quatre semaines et qu'il avait besoin d'emprunter 45 dollars (environ 27000 FCFA). L'agent de crédit lui dit que la banque aura besoin d'une garantie pour le prêt. Alors le Massai lui remet les clés d'une Mercedes Benz S 500 toute neuve, garée dans la rue devant la banque. Le Massai montra les papiers du véhicule et tout était correct. L'agent de crédit s'est engagé à accepter la voiture en garantie du prêt. Le Directeur de la banque et ses collaborateurs se sont tous moqués du Massai pour avoir utilisé une Mercedes Benz de 133 mille dollars (environ 80 millions de FCFA) comme garantie contre un prêt de 45 dollars. Un employé de la banque gara alors la Mercedes Benz dans le parking souterrain de la banque. Quatre semaines plus tard, le Massai était revenu, avait remboursé les 45 dollars et les intérêts, qui s'élevaient à 1,5 dollars. L'agent déclara alors : "Monsieur, nous avons été très heureux d'avoir traité avec vous. Cette transaction s'est très bien déroulée mais nous sommes un peu perplexes. Pendant votre absence, nous avons examiné votre dossier et avons découvert que vous êtes multimillionnaire. Ce qui nous intrigue, c'est pourquoi vous donneriez-vous la peine d'emprunter 45 dollars ? Le Masai répondit : « Où d'autre à NAIROBI pouvais-je garer ma voi-

ture pendant quatre semaines pour seulement 46,5 dollars et m'attendre à ce qu'elle soit là à mon retour ? CELUI QUE VOUS PRENEZ POUR UN IGNORANT PEUT ÊTRE PARFOIS PLUS INTELLIGENT QUE VOUS. EN TOUT TEMPS, CULTIVONS LA MODESTIE ET L'HUMILITÉ.



■ ORTM



#ORTM - INFO : voici le visage du premier national au Baccalauréat Malien session de juillet 2022 .Il se nomme Mamadou dit Hamet ANNE, âgé de 16 ans .Moyenne obtenue 17,75 série sciences exactes. A noter que le taux de réussite est 20, 35%



■ Daouda Bakary Kone



Mali : l'encours de la dette publique va connaître une progression de 56,6% du PIB en 2026

■ Financial Afrik



Le tiktoker le plus suivi au monde avec 148 millions d'abonnés a enfin obtenu la citoyenneté italienne selon La Repubblica. D'origine sénégalaise, Khabane Serigne Lame a juré fidélité à la nation transalpine.



■ Djimé Kanté



Toujours au même endroit
C'est fréquent, c'est même devenu normal que des camions se renversent régulièrement à ce point précis. En partance pour Kati par la route de Samé après avoir dépassé le GMS d'environ 500 mètres, 2 blocs de rochers rétrécissent la voie dans un tournant. Le lieu est très accidentogène. On se souvient du citerne qui s'y est renversé au même point sur une habitation faisant des dégâts énormes. Les épaves de l'engin sont encore sur place et constituent désormais une partie de la clôture de la maison détruite. Il suffirait pourtant simplement d'élargir la voie en écrasant les rochers pour que des catastrophes de plus soient évitées. " Mieux vaut prévenir que guérir"

Ceci dit, ma bouche retourne dans son confinement. Hakèto ba kan!



■ Ammy Baba Cisse



Classement de Shanghai des 1000 meilleures universités au monde en 2022

- 8 universités américaines et 2 anglaises parmi les 10 meilleures universités sur 1000 au monde en 2021 et 2022
- 18 universités africaines dans le top 1000 en 2022 : Afrique du Sud (9), Egypte (7), Nigeria (1) et l'Éthiopie (1)
Modibo Mao Makalou

Le classement de Shanghai des meilleures universités 2022

RANG MONDIAL		
2021	2022	
1	1	Harvard
2	2	Stanford
4	3	Massachusetts Institute of Technology (MIT)
3	4	Cambridge
5	5	Berkeley
6	6	Princeton
7	7	Oxford
8	8	Columbia
9	9	California Institute of Technology (Caltech)
10	10	Chicago
13	16	Paris-Saclay

Les Echos

■ Soumaïla Sagara



Kassé SACKO du Lycée Dougoukolo KONARÉ de Kayes est le premier au Bac dans la région de Kayes avec une moyenne de 15, 84.

■ BT Média



TRÈS TRISTE À KITA , ELLE EST DÉCÉDÉ ET A EU SON BACCALAURÉAT MALIEN 2022 AVANT LA PROCLAMATION DES RÉSULTATS.

FÉLICITATIONS À TOUS LES ADMIS ET COURAGE À CEUX QUI N'ONT PAS EU CAR SOUVENT LA VIE NOUS RÉSERVE DES SURPRISE ET DIEU SAIT CE QUI EST BIEN POUR L'HOMME .

Force à sa famille, Repose en paix



■ Bouare Aboubacar Sidiki



BAC:Le lycée public de BLA est arrivé à la 1ère place des lycées publics de l'académie de SAN et de la région de SEGOU.

■ Faboly Diarra



Baccalauréat général 2022: Inscrit 181 386,
Présents 161 636,
Absent 19 750,
Admis 32 941,
Pourcentage 20,38% MALI

■ Afrik Health TV



#Bon_à_savoir : Ne jamais donner à boire de l'eau à un blessé .

En cas d'hémorragie , le blessé demande à boire de l'eau .

C'est parce que l'organisme incite à boire pour compenser la perte de liquide, d'où la soif intense qui accompagne les hémorragies massives.

Même si le blessé insiste , il est interdit de lui donner à boire pour plusieurs raisons :

1 Boire peut provoquer un étouffement .

Le blessé s'il est inconscient , risque d'avaler l'eau de travers.

Cela pourrait entraîner une pneumopathie d'inhalation , l'eau va faire fausse route et poumon se remplit d'eau à la place de l'air .

Cette déviation de l'eau de sa trajectoire normale qui est l'estomac , provoque un étouffement.

2. Le blessé doit être à jeun avant toute opération

Lorsqu'un blessé doit subir une intervention chirurgicale rapide, il est préférable qu'il soit à jeûn .

L'anesthésie faite avant l'opération provoque la perte des réflexes et l'ensemble des muscles se relâchent .

Donc pour éviter qu'après l'anesthésie, l'opéré ait l'envie de vomir et que le contenu de son estomac ne passe dans les poumons parce qu'il a perdu ses réflexes , il est préférable de ne donner pas lui donner à boire .

3. Le blessé peut avoir une hémorragie interne

Le blessé pourrait également saigner de l'intérieur, la sensation de soif est l'un des signes de l'hémorragie interne.

Le pronostic vital étant engagé , il ne faut pas donner à boire puisque une opération imminente doit être programmée.

Il ne faut jamais donner à boire de l'eau à un blessé, même s'il en réclame.

Pour le soulager , plutôt humecter ses lèvres avec une compresse ou un mouchoir mouillé

Afrik Health TV



■ USAID Mali



« Avec un suivi régulier du groupe de soutien aux activités de nutrition, je suis aujourd'hui à quatre mois d'allaitement exclusif et tout se passe normalement chez mon enfant. A ce rythme je suis sûre de pouvoir atteindre mon objectif, qui est de six mois d'allaitement exclusif », explique Salimata.

Salimata Mariko est âgée de 38 ans et mère de 5 enfants. Résidente de Toula dans le district sanitaire de Bougouni, depuis sa grossesse jusqu'à son accouchement, Salimata reçoit régulièrement des visites de suivi des membres du groupe de soutien aux activités de nutrition (GSAN). Durant ces visites, elle bénéficie de conseils sur l'utilisation des soins et services prénataux dans le centre de santé, la prise particulière des comprimés de Fer Acide Folique et sur son alimentation. Grace aux efforts des membres du GSAN, Salimata a pu suivre correctement les quatre consultations prénatales et accoucher dans un

centre de santé. Aujourd'hui, elle allaite son nouveau-né exclusivement au sein.



USAID Mali soutient la politique nationale de la réforme judiciaire du Mali. Cinq ans de partenariat avec le Ministère de la Justice du Mali ont abouti cette semaine à un atelier de validation d'un nouveau code pénal et d'un nouveau code de procédure pénale.



Amir Nourdine Elbachir



La Transition au Mali obtient un soutien de poids. @SonkoOfficiel, leader panafricain, s'aligne sur le combat d'@GoitaAssimi et l'exhorte à rester perceverant. Qu'il ne dévie en aucun cas de sa mission et ne se laisse pas tromper par les éloges sataniques des ennemis.



Niang Abdoul
@NiangAbdoul15

Si le Mouvement Yere Wolo a pu affronter IBK c'est parce qu'il était de connivence avec un niveau hautement stratégique du régime. Pas difficile de comprendre que la chute du pouvoir était inévitable ! Mais ce fut une belle expérience pour moi 🙏

15:43 · 18/08/2022 · Twitter for iPhone

Wassim Nasr



#RDC les jihadistes de l'#EI rappellent que leur combat « s'inscrit dans celui des autres provinces...dans un jihad pour l'application de la charria...aux gouverneurs chrétiens du #Congo... notre guerre avec vous n'est pas une guerre raciale ou tribale, mais une guerre de religion»

Martin Fayulu



Il est honteux, surtout inadmissible qu'on refuse à un scientifique du rang de Docteur @DenisMukwege , prix Nobel de la paix, d'animer sa conférence à l'Université de Kisangani. J'interpelle le recteur de l'UNIKIS pour qu'il nous donne les vrais raisons de sa décision.

Abdoul MBAYE



C'est une entente élargie de l'opposition qui a gagné après l'échec d'un grand rassemblement tenté. Une bataille a été gagnée, il reste à conquérir et corriger. Évitez les guerres de revendication de leadership et préservons l'unité qui a révélé notre force.

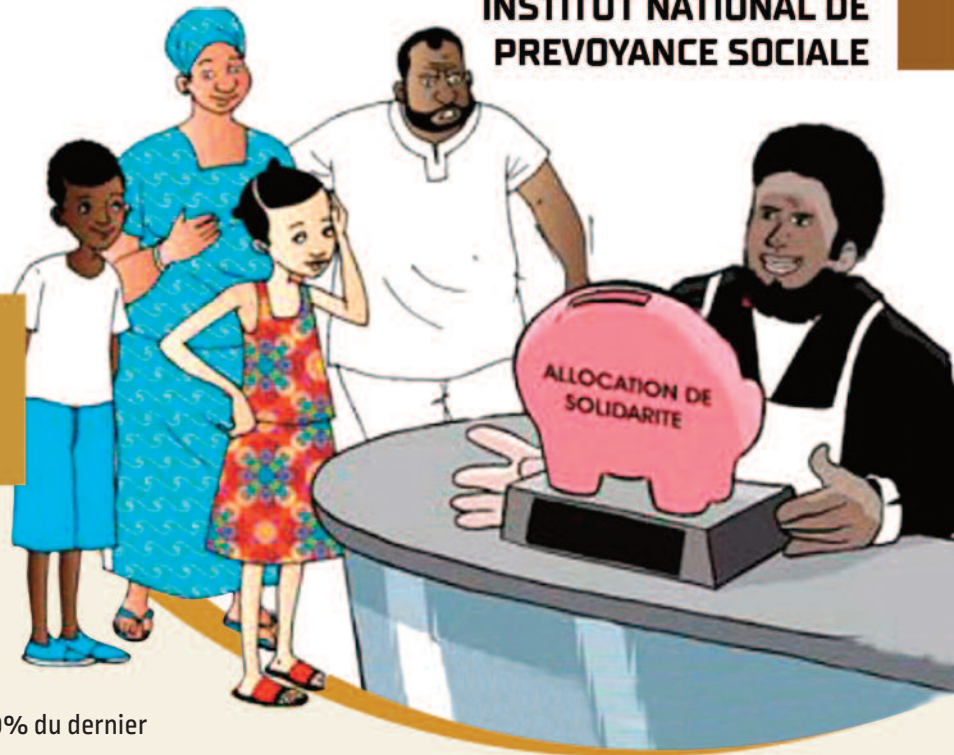
Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

L'ALLOCATION DE SOLIDARITE



Conditions d'ouverture du droit :

- Être Agé de 53 ans au moins,
- Avoir accompli au moins 6 années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation,
- Ne pas disposer de ressources supérieures à 80% du dernier salaire perçu,
- Introduire la demande à l'INPS dans un délai de deux (2) ans à compter de la cessation d'activité.

Les pièces constitutives du dossier de la demande d'allocation de solidarité

Pièce à fournir	Responsable Autorité de délivrance	Responsable du remplissage
Demande d'Allocation de Solidarité	Sur imprimé officiel fourni par l'INPS	L'assuré
Certificat d'emploi et de salaires	Sur imprimé officiel fourni par l'INPS	Le dernier employeur. éventuellement rempli par les précédant sur des imprimés distincts lorsque l'assuré a fait mois de 8 ans chez le dernier employeur.
Certificats de travail	Tous les employeurs de l'assuré	Chaque employeur de l'assuré doit un fournir un certificat de travail
Justificatifs des rémunérations perçues	Employeur / Salarié	L'employeur (quelques bulletins de salaire)
Certificat de vie	Autorité municipale	Autorité municipale

Calcul de l'allocation de solidarité

L'allocation de solidarité est calculée sur la base de trois éléments prédéterminés:

- le salaire minimum interprofessionnel garanti multiplié par le coefficient 2;
- le taux d'annuité (TA) qui est fixé par la loi à 2%;
- la durée minimale d'assurance (DMA).

Le montant de l'allocation de solidarité (AS) s'obtient en appliquant la formule suivante :

$$AS = SMIG \times 2 \times TA \times DMA$$

Exemple : Un assuré âgé de 54 ans comptant 9 années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation qui a eu une rémunération totale de 9 463 616 FCFA au cours des huit dernières années d'activité.

L'allocation de solidarité de l'intéressé se calcule comme suit :

- le salaire minimum interprofessionnel garanti multiplié par le coefficient 2 : $40\ 000\ FCFA \times 2 = 80\ 000\ FCFA$
- le taux d'annuité (TA) : 2%
- la durée minimale d'assurance (DMA) : 13 ans
- le montant de l'allocation de solidarité est de : $80\ 000\ FCFA \times 2 \times 2\% \times 13 = 20\ 800\ FCFA$.

Date d'effet :

L'allocation de solidarité prend effet le premier jour du mois civil qui suit la date de réception de la demande de liquidation de la retraite.

PCIAT Centre : Le commandant du PCIAT Centre de l'opération Maliko s'imprègne de la situation sécuritaire à Diallassagou et Koro



Le commandant du Poste de Commandement Interarmes Théâtre-Centre de l'Opération Maliko, le Colonel Mamadou Massaoulé Samaké a effectué du mardi 16 Aout au mercredi 17 Aout 2022, une visite de terrain à Diallassagou et Koro. L'objectif de cette visite était de s'enquérir des conditions de vie et de travail de la relève montante du GTIA KélétiGUI II et des éléments de la 52ème CIR de la Garde nationale basée à Koro. Il était également porteur du message d'encouragement des plus hautes autorités du pays aux FAMA pour leur professionnalisme dans les opérations. Assurances médicales aux populations, visite de courtoisie aux autorités coutumières des deux localités, ainsi que des échanges avec la troupe ont été entre autres les temps forts de sa tournée.

Partout où le Colonel Massaoulé est passé, il s'est entre autres appesanti sur les objectifs principaux de l'Opération Maliko à savoir : Mener des actions offensives contre les GAT et la réduction des terroristes. C'est pourquoi, il a surtout félicité les hommes pour les résultats obtenus sur le terrain avant de les inviter à toujours collaborer avec la population civile afin de réussir la mission qui leur a été confiée.

En outre, le Colonel Samaké prévient que le nouveau mode opératoire des GAT est l'utilisation des femmes pour transporter des munitions, des armes de guerre et de donner des renseignements sur les positions FAMA. Une occasion pour lui d'exhorter les FAMA à se montrer professionnelles envers les populations civiles pour qu'elles restent à leurs côtés et puissent vaquer librement à leurs occupations. Il poursuit que les autorités de la transition ont mis à la disposition des FAMA des moyens pour leur permettre de jouer pleinement ce rôle.

Pour sa part, le Commandant du GTIA KélétiGUI II, le Commandant Samba M. Keita s'est dit ravi de la présence du Com-Théâtre auprès des hommes. Il a souligné que cette visite réarme moralement la troupe. Avant de poursuivre qu'ils ont reçu un soutien logistique à hauteur de souhait pour mieux exécuter les missions assignées. Cependant, il n'a pas manqué de saluer la bonne collaboration entre les FAMA et les populations de Diallassagou.

Source : Forces Armées Maliennes

STAMP : Une réponse digitale aux problèmes de pâturages



STAMP (Sustainable technology adaptation for Mali's pastoralists) est un projet qui met à la disposition des éleveurs des informations géographiques satellitaires sur la disponibilité en biomasse, en eaux de surface et sur la concentration d'animaux autour de ces ressources. Le projet intervient dans les régions de Gao, Ménaka, Kidal, Tombouctou et Mopti. Il est mis en œuvre depuis 2015 par la SNV (Organisation néerlandaise de développement), en partenariat avec Orange Mali, le prestataire international en télédétection Hoefsloot Spatial Solution (HSS), l'organisation d'éleveurs Tassaght et le ministère de l'Élevage et de la pêche.

Lancée en 2015, la première phase du projet a pris fin en 2018 et concernait uniquement les régions de Gao et de Ménaka. Le projet a été par la suite étendu dans sa deuxième phase, en 2018, à Kidal, Tombouctou et Mopti. Il est maintenant dans sa troisième phase, sous le nom de STAMP+ Extension, jusqu'en 2023.

Le projet, à travers son service d'information GARBAL, lancé en 2017, fournit un service adapté aux besoins des utilisateurs en matière de prise de décisions à partir de simples téléphones mobiles, grâce à un appel vers un centre géré par Orange Mali ou à travers une requête via un menu USSD. En appelant le numéro court « 37 333 » ou en envoyant une requête USSD au #222#, les éleveurs peuvent accéder en temps réel à des informations géographiques satellitaires sur la qualité et la disponibilité de la biomasse, la disponibilité en eaux de surface, la géolocalisation des infrastructures pastorales et le niveau de concentration du bétail autour des ressources. GARBAL fournit également des conseils sur l'exploitation agricole et pastorale, la santé animale, les prévisions agrométéorologiques sur la pluviométrie et les prix des céréales sur les marchés.

Depuis son lancement, le service a enregistré 1 307 appels et 84 816 demandes USSD émises par 55 821 utilisateurs. « À terme, comme résultats il est attendu que 45 000 exploitants pastoraux et agropastoraux, dont 15% de femmes et de jeunes, augmentent leurs revenus de 10% grâce à des solutions numériques intégrées », explique la SNV.

Le projet est mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat public – privé financé à hauteur de 3 milliards et demi de francs CFA (5,7 millions d'euros) par le Royaume du Pays-Bas. Après 2023, le bailleur se propose de le connecter à d'autres initiatives d'innovations digitales dans le domaine agricole dans la sous-région, notamment au Niger et au Burkina.

Source : Journal du Mali

Les femmes de Kita dotées en équipement agricole pour la transformation du beurre de Karité par le projet Agreco : Le Ministre du Développement Rural Modibo KEÏTA remet les matériels



Le Ministre du Développement Rural M Modibo KEÏTA et ses collègues, la Ministre de la promotion de la femme de l'enfant et de la famille Wadidie Founé Coulibaly et la ministre déléguée auprès du premier ministre chargé des réformes politiques et institutionnelles Fatoumata Sekou Dicko se sont rendu dans la région de Kita ce jeudi 18 Août 2022.

Le Ministre Modibo KEÏTA a présidé la cérémonie de remise des équipements de transformation du beurre de karité par le projet d'appui à la transition AGROÉCOLOGIQUE EN ZONE COTONNIÈRE DU MALI (AGRECO).

Cette remise de matériels de transformation d'amandes de Karité aux femmes s'inscrit parfaitement dans la logique des activités du projet Agreco.

Les équipements sont composés de moulins et accessoires, de motos tricyles, de marmites géantes, de bassines en plastique, de bâches et autres matériels.

Le coût du matériel et de la formation qui y est associée s'élève à cent douze millions (112 000 000) de francs CFA.

La dotation concerne 1630 femmes productrices de beurre de karité dans dix (10) communes de la région de Kita. En outre, 300 d'entre elles, seront formées aux techniques et technologie de transformation et de vente des amandes et du beurre de karité pendant 10 semaines.

L'idée vise à améliorer leurs revenus et par conséquent leurs conditions de vie et de travail.

Le Ministre KEÏTA a tenu à rappeler et saluer l'intervention du projet Agreco au Mali avec le soutien de l'AFD « L'objectif du projet AgrEco est de contribuer à la transition agro écologique des systèmes de production pour la conservation de nos sols, mais également à l'amélioration des revenus des productrices et producteurs en zone cotonnière.

Cela se fera par des actions telles que :

- l'accompagnement des productrices et producteurs et leurs organisations vers une intensification écologique et durable des productions agricoles et l'amélioration de la performance des réseaux des sociétés coopératives des producteurs de coton (SCPC) et CGR ;

Accident de la circulation : Le bilan fait état de 23 victimes au total 05 blessés graves inconscients avec des traumatismes crâniens et bucco-dentaire 05 nourrissons blessés



Ce jour jeudi 18 août 2022 aux environs de 11h00 sur la RN27, les secours de centre de Koulikoro ont été engagés à Maféa localité située sur la route de Banamba dans le cercle de Koulikoro pour un accident une SOTRAMA s'est renversée d'elle-même.

Le bilan fait état de 23 victimes au total 05 blessés graves inconscients avec des traumatismes crâniens et bucco-dentaire 05 nourrissons blessés.

02 Ambulances du Centre de secours de Koulikoro ont été mobilisées 10 sapeurs-pompier étaient engagés sur les lieux.

La victime a été évacuée au Ccref de Koulikoro.

La Protection civile de Koulikoro souhaite prompt rétablissement aux blessés. La Protection civile exhorte les usagers des routes d'éviter les excès de vitesse et au respect strict des visites techniques des véhicules avant de les mettre en circulation.

Source : DRPC Koulikoro

- la conception des techniques agricoles et des stratégies de production agricole plus durables pour l'accompagnement de la transition écologique des systèmes de production en zone cotonnière ;

- l'animation, la coordination administrative et financière ainsi que le suivi-évaluation du projet ;

- la promotion de l'équité et l'égalité du genre ainsi que les pratiques et politiques d'adaptation de l'agriculture aux changements climatiques.»

La Ministre de la promotion de la femme de l'enfant et de la famille wadidie Founé Coulibaly et la Ministre déléguée auprès du premier ministre chargée des réformes politiques et institutionnelles ont surtout apprécié l'idée du projet et vanter les mérites du beurrés de karité surtout pour les femmes.

Source : Cellule de communication MDR

RCI : Tension entre Cherif Ousmane et Dramane Ouattara.



Chérif Ousmane alias « Papa Guépard », (Danané né le 11 août 1970) est un militaire ivoirien devenu l'un des plus importants "ComZones" (commandant de zone) de l'armée ivoirienne, il est le plus dangereux des hommes de terrain. Urgent...

Une conversation secrète entre Zakaria Koné, Cherif Ousmane et Alassane Ouattara Cherif Ousmane a dit : "Je refuse catégoriquement d'attaquer le Mali avec mes hommes, j'ai assez fait, et aujourd'hui mon âge ne me permet pas d'être plus redoutable, nous pouvons récupérer les 49 sans violences ni menaces, j'ai vu la guerre et je connais la guerre, la plupart de ceux qui étaient à mes côtés depuis Bouaké venaient du Mali au temps de la rébellion, Je les ai vu se battre, je l'ai vu entre les flammes, ce qu'ils ont fait pour la côte d'ivoire est inimaginable, et aujourd'hui presque tous les Maliens de la côte d'ivoire ont la nationalité ivoirienne. C'est nous qui les avons donné ces nationalités, on ne peut pas se permettre d'attaquer leur pays!

Si vous voulez moi je suis prêt à démissionner, attaquer ce pays, c'est m'attaqué moi-même.

Je m'excuse pour les propos déplacés mais quand la vérité vient il faut le dire !

Je n'ai jamais été injuste sinon je serai déjà mort,

J'ai appris à tuer pour défendre ma nation mais dans la justesse.

Mon silence ne signifie pas que je suis faible mais ça signifie juste que je veux la paix dans ce pays. Les chefs religieux pouvaient aller régler ce problème et revenir, à mon avis ce n'est pas la force qui peut gérer

Marché financier : Le Mali lance un v emprunt obligatoire pour récolter 200 milliards FCFA



L'Etat du Mali a lancé un emprunt obligatoire dénommé "Etat du Mali 6,20% 2022-2032" pour lever le montant de 200 milliards FCFA sur le marché financier de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

La période de souscription de cet emprunt s'étend du 15 au 31 août 2022 (avec une possibilité de clôture anticipée).

Selon une note d'information transmise jeudi 18 août 2022, cette opération dont le prix de la souscription est de 10.000 FCFA, est rémunérée à un taux d'intérêt de 6,20% l'an.

"La présente émission bénéficie de la garantie souveraine de l'Etat du Mali", a assuré la note d'information.

Cette opération, a par ailleurs, précisé le document, consiste en l'émission de "20 millions d'obligations d'une valeur nominative de 10.000 FCFA chacune".

Début août, rappelle-t-on, le trésor malien avait lancé un emprunt obligatoire de 270 milliards FCFA pour épurer les arriérés de paiement de sa dette.

L.Barro

ça, ni les relations diplomatiques.

Quand c'est gâté c'est gâté, et on a beaucoup d'opposants ici qu'on a hébergé et qui sont Maliens, qui provoques ceux qui sont au pouvoir depuis notre terre, comment voulez-vous que le pouvoir Malien soit fier de nous ? Mettons-nous à leur place quand même ?

Et si on ne fait pas attention, des militaires ivoiriens se révolteront et on ne pourra pas les contrôler.

Source : Confidentielle



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

APPEL A CANDIDATURE

L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite lance le recrutement **du Directeur des Ressources humaines** au titre de l'exercice budgétaire 2022.

I. MISSION DU POSTE :

- faire appliquer la législation du travail en vigueur tant par l'OCLEI que par ses employés ;
- définir une politique de recrutement et appuyer sa mise en œuvre (recrutement, embauche, formation et rédaction des contrats de travail, vérification de la conformité des contrats et des pratiques de l'OCLEI aux règles de droit du travail (Code du travail, conventions et accords collectifs) ;
- gérer l'évolution des carrières de la vie professionnelle des salariés : retraite, maladies, accidents, formations, congés, rupture de contrat, contrôle des conditions de travail des salariés ;
- instaurer la grille salariale de l'OCLEI ;
- s'occuper de la gestion de la paie des salariés (établissement des bulletins de paie et déclarations sociales) ;
- gérer les conflits et œuvrer un bon climat social au sein de l'OCLEI;
- développer des projets d'entreprise visant à accroître la motivation du personnel ;
- sensibiliser les employés aux impératifs d'hygiène, de sécurité et d'environnement sur leur lieu de travail ;
- contribuer à la mise en œuvre de la politique de communication interne par la diffusion des informations économiques et sociales liées aux objectifs de l'OCLEI ;
- représenter l'OCLEI lors de négociations avec les représentants du personnel.

Pour l'aider dans sa mission, le **directeur des ressources humaines** peut avoir un ou plusieurs collaborateurs placés sous son autorité. Il doit savoir travailler en équipe et surtout déléguer certaines tâches.

II. Compétences :

- avoir une bonne connaissance de l'administration publique malienne ;
- être apte à travailler sous pression ;
- être capable de respecter la confidentialité et le secret professionnel ;
- avoir de bonnes compétences en communication orale et écrite ;
- avoir un esprit d'équipe et l'esprit critique ;
- avoir une intégrité morale et un sens d'éthique et de la déontologie ;
- être rigoureux dans le travail et avoir le sens du respect du supérieur hiérarchique et de ses collaborateurs
- maîtriser l'outil informatique;
- Qualités relationnelles.



III. Qualifications requises :

Formation :

- être titulaire au moins d'un diplôme universitaire (BAC+4) dans les domaines suivants : gestion des ressources humaines ; droit du travail, droit social, économie, finances, gestion d'entreprise et d'administration;
- avoir au moins 10 ans d'expérience dans la gestion des ressources humaines ;

Expérience :

- avoir plus de 5 ans d'expérience de travail dans un poste de responsabilité en ressources humaines dans le secteur public ou privé.

Connaissance linguistique :

- la maîtrise de l'anglais et d'une seconde langue étrangère est un atout considérable pour les candidats à ce poste.

Connaissance informatique :

- bonne connaissance des outils informatiques (Word, Excel, Emails sous environnement, logiciels de gestion R.H et similaires).

Les candidatures féminines sont encouragées conformément à la Loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives.

IV. Lieu de travail

Le Directeur des Ressources humaines sera basé à Bamako et pourra être déplacé en cas de besoin en tout autre endroit.

V. Dossiers à fournir

- une lettre de motivation de 2 pages au maximum adressée au Président de l'OCLEI ;
- un CV actualisé daté et signé;
- une copie certifiée conforme des diplômes de formation supérieure ou équivalences ;
- trois (3) lettres de recommandation et des attestations de travail et de formations dans des postes de responsabilités occupés;
- certificat de nationalité ;
- un extrait du Casier judiciaire à fournir datant d'au moins de trois (03) mois (après présélection).

VI. Date et lieu de Dépôt des dossiers :

Les dossiers de candidature doivent être déposés sous plis fermé au **plus tard le 19 août 2022 à 16 heures GMT** : à l'accueil de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite, au rez-de-chaussée ; Place CAN, rue : 390, Hamdallaye A.C.I 2000-Bamako.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à l'Assistant des Ressources humaines de l'OCLEI, par courrier électronique (recrutement@oclei.ml) / en copie (louologuem@oclei.ml), (skeita@oclei.ml) et (dmoussa@oclei.ml).

- Aucun dossier ne sera accepté après la date limite indiquée.
- Des interviews par un jury seront organisées avec les candidats présélectionnés.
- Et seuls les candidats présélectionnés seront contactés.

APPEL A CANDIDATURE

L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite lance le recrutement du **Community Manager** au titre de l'exercice budgétaire 2022.

I. MISSION DU POSTE :

Assister le chef du service de la communication dans la stratégie d'organisation et de développement de la communauté en ligne et la dynamisation du site web de l'OCLEI.

II. Tâches :

- participer au développement de la stratégie de communication de l'OCLEI ;
- produire des contenus sur le net (photo, vidéo, son) ;
- animer des groupes d'internautes;
- planifier des posts (contenus) ;
- interagir avec les membres de la communauté ;
- convertir des internautes en relais d'informations ;
- augmenter la présence digitale et accroître la visibilité de l'OCLEI ;
- faire la mise à jour régulière du site web de l'OCLEI.

III. Compétences :

- capacité avérée à planifier, organiser et mettre en œuvre des activités de communication sur les médias sociaux ;
- très bonne connaissance et de capacité d'analyse des tendances sur les réseaux sociaux ;
- grande capacité rédactionnelle ;
- être capable de respecter la confidentialité et le secret professionnel ;
- grand modérateur et diplomate ;
- très bonne maîtrise de la langue française ;
- connaissance avérée de la veille sociale ;
- grande capacité à coordonner et à travailler en équipe ;
- excellente capacité d'écoute et d'aptitude à communiquer oralement et à l'écrit ;
- qualités relationnelles.

IV. Qualifications requises :

Expérience :

- avoir au moins trois (03) ans d'expérience professionnelle ;
- avoir une grande expérience dans la création, le développement et le suivi d'un media social ;
- avoir une bonne connaissance du paysage médiatique du Mali et du milieu des éditeurs de contenu de médias sociaux.



Connaissance informatique :

- bonne connaissance de l'outil informatique ;
- excellente connaissance des réseaux sociaux ;
- capacité avérée dans la mise à jour de site web , intranet et web TV;
- capacité avérée en prise de vue (Photo – vidéo) ;
- bonne connaissance de Photoshop et d'autres logiciels similaires.

Connaissance linguistique :

- excellente connaissance du français (orale et écrite) ;
- la maîtrise de l'anglais et d'une seconde langue étrangère est un atout considérable pour les candidats à ce poste.

Les candidatures féminines sont en encouragées conformément à la Loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives.

V. Dossiers à fournir :

- un CV actualisé daté et signé ;
- des copies légalisées des diplômes obtenus ;
- des attestations et certificats de travail;
- un extrait de l'acte de naissance ;
- un certificat de nationalité ;
- des attestation de formation en Community Manager ;
- un extrait du Casier judiciaire à fournir datant d'au moins de trois (03) mois (après présélection).

VI. Date et lieu de Dépôt des dossiers :

Les dossiers de candidature doivent être déposés sous plis fermé au **plus tard le 19 août 2022 à 16 heures GMT** : à l'accueil de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite, au rez-de-chaussée ; Place CAN, rue : 390, Hamdallaye ACI 2000-Bamako.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à l'Assistant des Ressources humaines de l'OCLEI, par courrier électronique (recrutement@oclei.ml) / en copie (louologuem@oclei.ml), (skeita@oclei.ml) et (dmoussa@oclei.ml).

- Aucun dossier ne sera accepté après la date limite indiquée.
- Des interviews par un jury seront organisées avec les candidats présélectionnés.
- Et seuls les candidats présélectionnés seront contactés.

Résultats du baccalauréat session 2022 : 20,35%, un taux interpellateur !

Le taux de réussite des épreuves du baccalauréat malien, session de juillet 2022, est de 20,35%. Ce taux est largement inférieur de celui de l'année dernière qui était de 38,75%. Mamadou dit Hamet Anne, âgé de 16 ans, s'est classé premier national. Il était en série sciences exactes avec une moyenne de 17,75 sur 20 et élève du lycée Soundiata Kéita de l'académie d'enseignement Bamako rive droite. Ce taux très bas s'explique-t-il par la moralisation des examens enclenchée par le département de l'Éducation Nationale. Cet élan doit être maintenu pour que les étudiants maliens soient compétitifs.



Le taux de réussite des examens de fin d'année scolaire reflète parfaitement le niveau des candidats au baccalauréat. Ce résultat peu flatteur n'étonne guère les plus avertis. Au regard de la rigueur qui a prévalu lors des épreuves certains prédisaient même moins que le taux affiché. Pour l'une des rares fois, les maliens ont assisté à un examen sérieux. Après une année scolaire relativement normale, le département de l'Éducation Nationale s'était fixé comme objectif l'organisation des examens de fin d'année sans fuite de sujets, de faux sujets ou de fraudes. Chaque année, les réseaux sociaux étaient inondés des sujets d'examen. La plupart des sujets d'examen étaient étalés sur les réseaux sociaux sans que les responsables du ministère de l'Éducation ne prennent des dispositions pour endiguer ce phénomène d'une autre époque qui s'était érigé en un système machiavélique. La quasi-totalité des candidats ne prenaient pas les examens de fin d'année au sérieux puisqu'ils savaient pertinemment qu'aucune disposition n'était prise en amont pour sauter la digue de la fraude. Inexorable-

ment, ces comportements perfides, soutenus souvent par certains acteurs de l'école malienne ternissaient l'image de l'école malienne. Ce qui faisait que les résultats des examens de fin d'année au Mali étaient entachés d'irrégularité et truffés d'injustice. Les remous de certains candidats au baccalauréat de cette année sur les réseaux sociaux corrobore malheureusement cette réalité. Il était temps que la cheffe du département de l'Éducation Nationale et ses collaborateurs prennent le taureau par les cornes. Certains diront que les 20,35% de réussite au baccalauréat de cette année sont mitigés. Mais, au-delà de ce résultat qui n'est autre qu'un indicateur de performance, il faut voir le message qui se trouve derrière. C'est un signal fort qui vient d'être donné aux élèves maliens. Le favoritisme, les fuites interminables de sujets, les fraudes, la tricherie sont en passe de devenir un mauvais souvenir pour les maliens. Il est temps que la moralisation des examens soit dans l'ADN de nos compatriotes.

Le taux de réussite de cette année est interpellateur et mérite d'être analysé au peigne

fin. Tout le monde doit accompagner les responsables du département de l'Éducation Nationale pour maintenir ce cap. La refondation du Mali passe nécessairement par un système éducatif digne et performant. Cette volonté politique des autorités de la Transition permettra à l'école malienne de retrouver les valeurs qui l'ont toujours caractérisée à savoir la rigueur, le sérieux et la perspicacité. Autrefois les étudiants maliens faisaient la fierté de toute l'Afrique. Depuis quelques temps l'école malienne était dans les ténèbres.

La seule chose qui fait l'unanimité est que tous les maliens s'accordent à dire que les admis méritent ce précieux sésame qu'est le diplôme du baccalauréat et consacrent la fin des études secondaires. En dépit de ce résultat jugé mauvais par certains, le directeur national du centre national des examens et concours de l'éducation, Mahamadou Keita se dit satisfait. A l'en croire, il est temps de laver l'opprobre jeté sur le système éducatif malien.

■ Ibrahim Sanogo

Association Malienne des expulsés : Les conséquences des politiques migratoires européennes sur les pays du sud

L'Association malienne des expulsés (AME) a organisé une conférence presse sur le thème : « Les conséquences des politiques migratoires européennes sur les pays du sud ». C'était hier jeudi 18 août 2022 au siège de l'organisation à Djelibougou. Elle était animée par le président de l'AME, Ousmane DIARRA qui avait à ses côtés, Mohamed DIARRA, chargé de communication et Lamine DIAKITE, conseiller juridique.

Prenant parole, le président de l'Association malienne des expulsés, Ousmane DIARRA a déclaré que Frontex (Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes), armée de drones et d'autres équipements policiers, sera bientôt à nos portes, car elle envisage de se positionner sur la route de l'Atlantique et du Sahara à travers le Sénégal et la Mauritanie, au motif d'empêcher les migrations irrégulières.

En effet, il a précisé que les questions migratoires dans les pays voisins de l'Union européenne sont de nos jours indissociables des politiques européennes relatives à l'asile et aux migrations. « **Le durcissement des mesures d'entrée sur le territoire européen a rendu quasiment impossible aujourd'hui l'accès égal à ce territoire contribuant ainsi au développement de l'immigration dite clandestine, phénomène tant combattu par les Etats européens** », a-t-il dit.

De ce fait, il a souligné que les migrations africaines d'origine subsaharienne occupent aujourd'hui une place dominante dans les discours politiques et médiatiques européens portant sur l'immigration. « **Bien que l'ensemble de ces discours tenus autour du phénomène migratoire tentent d'en faire l'Europe la destination privilégiée des migrants africains pour autant, la majorité des migrants subsahariens migrent avant tout vers un pays voisin : 69% des migrations sont des migrations sud – sud, et en Afrique de l'ouest 86%, des migrations sont des migrations intra régionales** », a-t-il indiqué.

En outre, il a fait savoir que l'Association malienne des expulsés (AME) a appris à travers des sources fiables, que l'U.E envisage de déployer "des navires, des équipements de surveillance et d'exécuter des tâches



opérationnelles" au Sénégal et en Mauritanie.

« **Il est notamment question d'engager des démarches en vue de la négociation et à moyen terme, de la conclusion d'un accord de statut permettant un soutien opérationnel direct de Frontex au Sénégal et en Mauritanie notamment en matière de prévention de la criminalité et de la migration irrégulière, y compris dans la lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains** », a-t-il avancé.

Par ailleurs, le président de l'Association malienne des expulsés Ousmane DIARRA a recommandé à l'UE et ses Etats membres et associés entre autres d'abandonner systématiquement l'approche sécuritaire des politiques migratoires fin de faciliter la traditionnelle mobilité entre les continents européen et africain, de cesser d'utiliser l'aide publique au développement, qui, d'ailleurs est nettement inférieure à l'argent envoyé par les migrants dans leurs pays d'origines, comme monnaie d'échange pour empêcher les migrations, de Garder les frontières accessibles pour garantir aux demandeurs d'asile la possibilité de demander une protection internationale sur le

territoire européen, respecter la déclaration universelle des droits de l'homme qui consacre pour tout être humain « **le droit de quitter tout pays y compris le sien et de revenir dans son pays** » et de ratifier et appliquer la Convention des Nations Unies sur les travailleurs migrants et des membres de leurs familles.

De même, il a conseillé aux États africains de « **réviser tous les accords bilatéraux et multilatéraux de coopération économique avec les l'UE et ses États membres et associés à savoir, renforcer le dispositif juridique et politique de protection des migrants africains et de refuser d'être les gendarmes des États européens contre leurs africains** ».

Envers le Sénégal et la Mauritanie, il a préconisé d'assurer la protection des migrants subsahariens le long du parcours migratoire et refuser de signer des accords bilatéraux de coopération qui violent les instruments régionaux et sous régionaux existants en matière des droits de l'homme.

■ Maffenin Diarra

ONG ACCOUNTABILTY LAB : Les succès des programmes salués

La remise des attestations aux participants du Programmes Bourse du Cinéma Yali pour le Leadership Responsable des Femmes au Mali et du Programme Accountability Film School a eu lieu, le jeudi passé, au siège d'Accountability Lab Mali, sous la présidence de la présidente du Conseil d'Administration, Mme Niama Koné. A cette occasion, le Directeur résident d'Accountability Lab Mali, M. Souleymane Bouaré a présenté au public la nouvelle Directrice Pays d'Accountability Lab Mali, Mme Mm Djitteye Doussouba Konaté.

Pour rappel, Le Programme Bourse du Cinéma Yali pour le Leadership responsable des femmes au Mali a été financé par l'Ambassade des Etats-Unis au Mali. C'est un Programme qui s'est adressé à 10 femmes au Mali et 10 autres femmes au Niger. Ce même Programme a été mis en œuvre à Accountability Lab Niger à Niamey. Quant au deuxième Programme qui est Accountability Film School, il a été financé par l'ONG NED. Selon M. BOUARE, l'objectif de ces deux programmes était d'offrir l'opportunité à la jeunesse malienne d'utiliser la réalisation de court-métrage pour pouvoir parler de certains enjeux qui se déroulent dans la communauté. « Les jeunes bénéficiaires ont eu à traiter toutes sortes de sujets. Des films sur l'autisme, une maladie qui est très méconnue, la

place des femmes dans le milieu artistique, l'éducation des enfants dans les camps des déplacés au nord du Mali. Il y a eu un éventail de sujets qui a été abordé. Ces sujets touchent tout le monde à un certain niveau », a-t-il dit. L'objectif était de pouvoir mettre le doigt sur ces sujets, de sensibiliser les gens, poursuit-il. C'est pourquoi, il y a eu des projections de films dans plus de six régions et le District de Bamako pour sensibiliser les gens. Selon lui, le programme a permis aux jeunes de réaliser 16 et de toucher des milliers de personnes à travers le Mali. « Pour nous, c'est un succès. Les différentes victoires engrangées par des participants à travers des prix au Mali et ailleurs », s'est-il réjoui.

Selon lui, l'envie de continuer avec la programmation en cours, car Accountability Lab. a pour

objectif de changer de norme et de comportement. Ils ont ainsi rassuré que les jeunes bénéficiaires du programme continueront avec les différentes campagnes. La volonté de capitaliser les acquis. « Je pense que vue la situation du Mali, il y a la nécessité de faire plus de sensibilisation auprès de la population sur l'importance de la bonne Gouvernance, l'engagement citoyen pour qu'on puisse construire le Mali voulu par tous », a-t-il martelé.

Selon la présidente du Conseil d'Administration, Mme Niama Koné a félicité Mme Djitteye Doussouba Konaté pour sa nomination à ce poste. Le choix de cette belle dame n'est pas fortuit, selon elle. Il ne s'agit pas du respect de la Loi sur le Genre, mais le respect de sa capacité, de son dévouement.

Au nom des bénéficiaires des deux programmes, Mme Fatoumata Koïta et Soumaïla Baby ont remercié toute l'équipe d'Accountability Lab Mali pour cette belle initiative. Mme Fatoumata Koïta et Soumaïla Baby estiment que ces Programmes leur ont permis d'apprendre davantage. Ils pensent qu'il y aura d'autres initiatives de ce genre. « On était tous des débutants en la matière, mais la formation nous a permis de comprendre beaucoup de choses », ont-ils ajouté.

PAR CHRISTELLE KONE
Source : Info-Matin



Hausse des prix et les 14 milliards de subvention : Le font interpelle le président Assimi Goita

Alerter le Président de la Transition sur le fait que les décisions du Conseil des ministres extraordinaires du 7 août 2022, n'ont pas porté fruit par rapport à la flambée des prix des produits de première nécessité dans les marchés, tel était l'objectif d'une conférence de presse du Front populaire contre la vie chère tenue ce mardi 16 août 2022, à la Bourse du Travail. Les conférenciers étaient Nouhoum TRAORE ; Mariam KONE et Mariam DIAKITE, tous responsables de ladite Organisation.

Dans sa déclaration, le Front regrette que les prix continuent d'augmenter dans les marchés depuis que de la direction nationale de la consommation et de la concurrence (DNCC) avait rappelé les prix, il y a quelques jours. Les conférenciers ont soutenu que les Maliens constatent impuissamment la flambée des prix, malgré le contrôle de la DNCC.

Cependant, le Front populaire contre la vie chère a dénoncé avec véhémence, la politique de la DNCC face aux produits subventionnés par l'Etat avant d'attirer l'attention du Chef de l'Etat Assimi GOITA sur la situation de la vie chère au Mali.

Les responsables du Front populaire contre la

vie chère ont fait savoir que leur organisation n'était pas créée seulement pour dénoncer stérilement comme certains le pensent.

Selon eux, le Front est créé pour porter les préoccupations des citoyens auprès des autorités nationales. Les conférenciers ont révélé que les prix restent inchangés dans plusieurs villes régionales du pays dont Mopti.

« Dans un communiqué récent publié par le gouvernement, le prix plafond des produits alimentaires avait été fixé et annoncé à la baisse. Par notre engagement patriotique, nous avons mené des enquêtes pour nous assurer du respect des mesures prises par nos autorités. Le constat est amer car, les prix des denrées de grande consommation demeurent les mêmes,

ils n'ont pas baissé d'un franc. Le Mali Koura, c'est aussi le respect des mesures prises par nos autorités », a déclaré le Front.

Toutefois, les responsables du Front ont affirmé à l'opinion nationale et internationale que la vie des Maliens devient de plus en plus chère, malgré le fait que 13 produits alimentaires soient subventionnés par l'État.

Ils ont montré que les 14 milliards annoncés par le Conseil des ministres extraordinaires ne sont pas investis dans la subvention des produits alimentaires.

Le Front a accusé le ministre du Commerce et le directeur de la DNCC d'avoir tenu des promesses pour séduire les populations afin qu'ils puissent adhérer à d'autres initiatives du gouvernement.

Ajoutant que si les plus hautes autorités ne prennent pas en main cette inflation, le ministère du Commerce, de leur avis, a montré ses limites face à la hausse des prix des produits alimentaires au Mali.

Pour preuve, selon le Front, les dernières activités des agents de la DGCC le prouvent en suffisance.

« Le harcèlement des boutiquiers détaillants et le buzz de la DNCC autour d'un magasin qui cacherait des stocks de sucre n'allège pas la souffrance des Maliens », ont soutenu les conférenciers.

Par SABA BALLO
Source : Info-Matin





Préparez à **SUP MTI BENI MELLAL** votre carrière
 d'**INGÉNIEUR** et de **MANAGER**

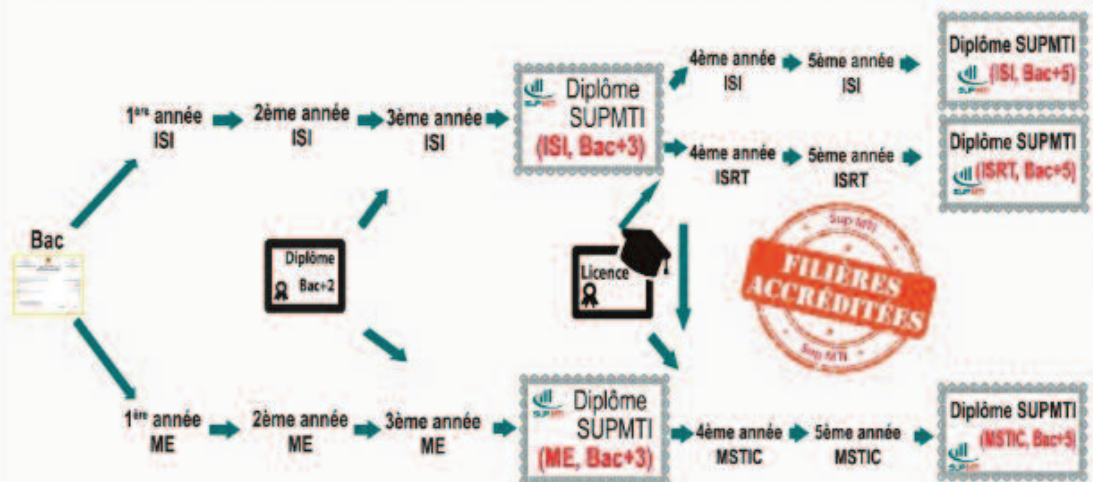
ÉCOLE DE MANAGEMENT

- Management des Entreprises (**ME Bac+3**)
- Management des Systèmes et Technologies de l'Information et de Communication (**MSTIC Bac+5**)

ÉCOLE D'INGÉNIEURIE INFORMATIQUE, RÉSEAUX ET TÉLÉCOMS

- Ingénierie des Systèmes Informatiques (**ISI Bac+3**)
- Ingénierie des Systèmes Réseaux et Télécoms (**ISRT Bac+5**)
- Ingénierie des Systèmes d'Information (**ISI Bac+5**)

L'EXCELLENCE
 PAR LA FORCE
 DU GROUPE
 DES ÉCOLES
SUP MTI



Diplômes Bac+3 et Bac+5

Partenaires :



UNIVERSITÉ DE LORRAINE



Certificats Internationaux :



Microsoft



ORACLE

Nationalités des étudiants de **SUP MTI** Béni Mellal



Maroc



Côte d'Ivoire



Sénégal



Congo Brazzaville



Togo



Gabon



Niger

SUP MTI BENI MELLAL

Contacteur au Mali

Boulevard Hassan II,
 Quartier Al Adarissa
 (au-dessus du café voltaire)
 (+212) 612 993 056

(+212) 5 23 42 22 33/34
 hamidaitsaid@supmti.ac.ma
 @supmtibm
 @SUPMTIBeniMellal

D&D Consulting
 HAMDALLAYE ACI2000, RUE 330, PORTE 10
 +223 698883 05/82017575
 mdoumbia1@yahoo.fr

Avis :

Concours de Bourse d'Excellence, 7ème Edition 2022

L'Ecole Supérieures de Management, de Télécommunications et d'Informatique (**SupMTI**) de **Beni Mellal** au Maroc en partenariat avec **D&D consulting** au Mali informe les Bacheliers, les Techniciens Spécialisés et les Licenciés dans toutes les spécialités, qu'elle organise un **concours** pour l'attribution des bourses d'excellence aux étudiants afin de poursuivre leurs études supérieures à **SupMTI Beni Mellal** au Maroc dans l'une des filières suivantes :

ÉCOLE DE MANAGEMENT DES AFFAIRES (BAC+4) :

- Audit et Finance d'Entreprise
- Finance, Banques et Assurances
- Management de Qualité et Gestion de Projets
- Management des Ressources Humaines
- Marketing et Communication Digitale
- Marketing et Management Commercial d'entreprise

ÉCOLE DE GENIE INFORMATIQUE (3 ANS APRES « 2 ANNEES PREPARATOIRES ») :

- Classes préparatoires au cycle ingénieur en Technologies de l'Information
- Cloud, Internet des Objets et Mobiles
- Ingénierie de la Data Science
- Ingénierie des Systèmes, Réseaux et Télécoms
- Ingénierie des Systèmes d'information

Pour participer à ce concours, veuillez envoyer une copie certifiée de votre diplôme et les relevés de note deux dernières années d'études, à l'adresse courriel suivante: mdoumbia1@yahoo.fr au plus tard le **30 septembre 2022**.

Pour toutes informations, veuillez appeler aux : **+223 69 88 83 05, +223 82 01 75 75, D & D Consulting, dont le siège se situe à Hamdallaye ACI 2000, Rue 330 – Porte 10, Bamako, Mali.**

NB : Les dossiers enregistrés et collectés par D&D consulting sont envoyés à la Direction de L'Ecole Supérieures de Management, de Télécommunications et d'Informatique (SupMTI) de Beni Mellal au Maroc qui fera le choix des candidats sur la base des dossiers, des critères de compétence et de mérite bien définis par l'établissement.

Levée des sanctions, visite de Macky Sall au Mali : Le rôle clé du Chérif de Nioro

Le président sénégalais et président en exercice de l'Union africaine, Macky SALL, était en visite, ce lundi 15 août 2022, dans notre capitale. Si officiellement, le processus de transition et le sort des soldats ivoiriens détenus à Bamako depuis plus d'un mois ont été les principaux sujets abordés par Macky SALL avec les autorités maliennes lors de cette visite d'amitié et de travail, le journal sénégalais, *Confidentiel Afrique*, croit savoir qu'il y avait une autre raison. Selon les confidences de ce journal numérique panafricain basé à Dakar, ce séjour du président sénégalais au Mali est le fruit d'une médiation discrète du Chérif de Nioro qui a abouti à l'entretien téléphonique entre Macky et GOÏTA, début juillet dernier.



A en croire le média sénégalais, dans son édition du lundi dernier, en arrivant avant-hier dans notre capitale, le président Macky avait à cœur de réchauffer les relations entre Bamako et Dakar, après deux années de relations glaciales, aggravées par les sanctions de la CEDEAO en janvier 2022. En effet, depuis la chute le 18 août 2020 du Président Ibrahim Boubacar KEITA suite au putsch perpétré par le Colonel Assimi GOÏTA et ses camarades, les rapports étaient froids sur l'axe Dakar-Bamako.

Deux ans après, le Président en exercice de l'Union africaine, le Chef de l'État sénégalais, Macky SALL, a désormais changé la donne. *Confidentiel Afrique* révèle que ce changement brusque est le fruit d'une médiation discrète de l'influent guide religieux, Cheikh Bouyé HAÏDARA, surnommé le Chérif de Nioro.

Confidentiel Afrique tient de sources sûres que le président sénégalais s'est entretenu au téléphone, début juillet dernier, avec son homologue malien, le Colonel Assimi GOÏTA, via le téléphone du Chérif qui recevait dans sa résidence de Nioro le locataire de Koulouba dans le cadre des échanges en prélude à la mise en

œuvre de la Charte transitoire, qu'il a initiés avec les notabilités religieuses du pays.

Et, comme on le dit, l'occasion faisant le laron, la connexion entre Macky SALL et Assimi GOÏTA a été ouverte et établie via les bons offices du Chérif Bouyé HAÏDARA, fils du Chérif Cheikh Hammallah, fondateur de la confrérie hammaliste en Afrique de l'Ouest.

Le journal nous confie que l'entretien téléphonique entre Macky et Goïta était empreint de cordialité avec un engagement ferme pris par le Président sénégalais de s'impliquer davantage dans la levée de l'embargo imposé au Mali par la CEDEAO et de rendre visite, mi-août 2022, à son homologue malien.

Mais, ce que le journal ne dit pas, c'est que cette implication du président sénégalais a été obtenue en échange des services que l'Homme saint de Nioro lui a rendus au plus profond de la contestation de son régime dans la perspective des élections législatives de juillet 2022.

Selon les confidences d'un proche du Chérif de Nioro, le président sénégalais, Macky SALL, préoccupé par la montée de la violence dans son pays, a sollicité le concours et le soutien

du Chérif de Nioro pour éteindre l'incendie social qui couvait dans son pays. Ainsi, grâce aux prières et autres invocations de l'Homme saint, le calme était revenu au Sénégal.

En retour, le Chérif avait demandé au Président SALL de s'impliquer et de peser de tout son poids afin que l'embargo illégal et humain imposé par la CEDEAO sur notre pays soit levé dans un meilleur délai ; mais aussi, pour le réchauffement des relations entre les deux pays frères, unis par l'histoire et la géographie.

Pour rappel, le 17 juin 2022, trois personnes avaient trouvé la mort lors d'échauffourées survenues en marge des manifestations de la coalition de l'opposition Yewwi Askan Wi (Yawlibérer le peuple), à Dakar et en Casamance. La principale coalition de l'opposition conteste le rejet de sa liste nationale menée par Ousmane SONKO pour les législatives prévues le 31 juillet. Cette manifestation avait été interdite par un arrêté du préfet de Dakar pour risque de troubles à l'ordre public.

Par Abdoulaye OUATTARA
Source : Info-Matin

Sénégal : L'opposant Sonko soutient Assimi Goïta et officialise sa candidature à la présidentielle

Sénégal : Le principal opposant sénégalais Ousmane Sonko a officialisé jeudi sa candidature à la présidentielle de 2024 et a accusé le président Macky Sall et la France de se liguer pour l'empêcher de se présenter.

Il a consacré une partie de son discours au courage du chef de l'Etat malien, très apprécié et populaire au Sénégal, en particulier chez les jeunes. "Je me permets de féliciter nos frères maliens, de leur dire qu'ils font notre fierté, de les encourager à rester sur cette voie, d'encourager le président Assimi Goïta. Parce qu'il n'a pas perdu la face, ce sont ceux qui voulaient l'humilier qui aujourd'hui sont obligés d'aller à Bamako manger du fonio", a-t-il dit. Il faisant clairement allusion à son rival Macky Sall qui s'est rendu récemment auprès du président de la République du Mali pour demander la libération des 49 soldats ivoiriens actuellement incarcérés.

La candidature de Ousmane Sonko, troisième à la présidentielle de 2019, ne faisait de doute

pour personne depuis longtemps.

M. Sonko, 49 ans, chef du parti Pastef, élu maire de Ziguinchor (sud) en janvier, tient un discours à la fois souverainiste, panafricaniste et social, pourfendant les élites et la corruption. Il pilonne aussi l'emprise économique et politique exercée selon lui par l'ancienne puissance coloniale française et les multinationales.

Défenseur des valeurs religieuses et traditionnelles, tranchant par son âge avec une grande partie de la classe politique, à l'aise dans les médias, l'ancien inspecteur des impôts à la rapide ascension politique jouit d'une grande popularité parmi les jeunes dans une population dont plus de la moitié a moins de 20 ans.

Ses détracteurs dénoncent en lui un populiste n'hésitant pas à souffler sur les braises sociales. Il est depuis 2021 sous le coup d'une inculpation pour viols présumés contre une employée d'un salon de beauté où il allait se faire masser. Sa mise en cause avait contribué à plusieurs jours d'émeutes meurtrières, de

pillages et de destructions. M. Sonko crie à la machination du pouvoir.

"Moi Ousmane Sonko, s'il plaît à Dieu et si mon parti le veut, je suis candidat à l'élection présidentielle de 2024. Personne n'est mieux placé que nous pour gagner", a déclaré M. Sonko devant la presse à Dakar.

C'est parce que Macky Sall et la France redoutent son avènement que, "tous les jours, leurs laboratoires tournent à plein régime en fabriquant énormément de complots. Leur objectif est de trouver un motif de condamnation pour empêcher la candidature de Ousmane Sonko", a-t-il ajouté.

Il a accusé M. Sall de susciter des dossiers "de terrorisme, de rébellion, de viol imaginaire fabriqués avec le soutien de la France" et s'en est pris à des "médias français, porte-voix officiels de l'Elysée" qui le décriraient en "dangereux homme politique".

Il a répété ne rien avoir contre le peuple français. Un autre opposant, l'ancien ministre Malick Gackou, a annoncé mercredi sa candidature en 2024.

M. Sonko officialise sa candidature dans la foulée des législatives du 31 juillet. Le camp présidentiel y a perdu la majorité absolue au Parlement et ne devrait bénéficier d'une majorité d'une seule voix grâce au ralliement d'un député isolé.

Le 18/08/2022 Par Le360 Afrique – Afp





SOTRAMA : Les prix de transport presque doublés

Une anarchie totale ! C'est ce que subissent les usagers des SOTRAMA depuis la hausse des prix des carburants il y a quelques semaines. Profitant de la situation, les conducteurs de ces véhicules de transport en commun, plument les populations laissées à leur triste sort. Sur tous les axes, les prix ont presque doublé dans la capitale. Pour voir les réalités des choses dans ce sous-secteur, nous avons fait un de la ville de Bamako en SOTRAMA, ce jour 9 août 2022.

Cette randonnée est partie de Kalabankoro à Sénou, passant par le tronçon 30 mètres-Railda. Partout, le constat est le même, les coûts des transports ont doublé, sous les yeux impuissant, voire complices des syndicats de ce transport qui, apparemment profitent eux aussi de cette situation. Il est 08 heures, nous sommes dans une SOTRAMA bourré de 22 passagers qui se traîne difficilement vers "Rail-da". L'inconfort de l'engin se heurte à la désolation des clients au moment de payer les frais de transport. Et pour cause, au lieu des 25 f d'augmentation que les usagers des SOTRAMA ont constaté la semaine dernière, ils ont été indignés que les

frais de transports aient augmenté de 100 F voire 150F et même plus, selon les humeurs de l'apprenti qui encaisse les sous.

« Le frais de transport c'est 300 F Madame. Hier c'est différent de ce matin ! C'est à prendre ou à laisser. Si vous trouvez que c'est cher, marchez, c'est tout », a rétorqué l'apprenti dans un ton très insolent, quand on lui reprochait d'augmenter les frais de transport. Les bruits et les disputes entre clients et l'apprenti se font sous les yeux indifférents du chauffeur.

Sur l'axe Sénou, les apprentis rackettent les populations en doublant presque les tarifs des frais de transport. Une vraie zizanie a duré plus

d'une semaine. Et visiblement, des acteurs de régulation de ce secteur ont décidé de faire l'omerta.

« Nous devons nous réunir sur cette question de transport. Mais nous n'avons jamais instruit à un chauffeur ou à un promoteur de transport interurbain d'augmenter. Ainsi, nous n'avons vu aucun communiqué qui faisait état d'une augmentation de frais de transport à Bamako et sur toute l'étendue du territoire national », nous a confirmé un syndicaliste sur les raisons de ce grand silence au plus haut niveau de leur syndicat.

Ce qui corrobore les remarques des observateurs qui crient à l'anarchie dans le secteur du transport en commun au Mali.

Selon un conducteur de SOTRAMA, bien qu'actuellement, le pays ne soit pas sous embargo, la question de carburant devient problématique jusqu'à ce que le gouvernement même a fait un communiqué pour dire qu'il y aura une augmentation du prix du carburant à la pompe qui est 811 FCFA pour l'essence, et 809 FCFA le gasoil par litre.

« Donc, nous, conducteurs de Sotrama, on a jugé nécessaire d'augmenter le tarif des passagers à 175 ou 200 FCFA, afin de pouvoir faire des recettes à la fin de la journée », explique-t-il.

Signalons que cette augmentation se fait sans aucune fixation officielle des prix des tarifs par les responsables des syndicats des transporteurs. Ce qui explique sans doute cette spéculation au grand malheur des usagers.

Par ailleurs, le département ministériel chargé des questions de transport avait, dans un passé récent, interdit à tout transport en commun de faire une augmentation des prix tarifaires sur le transport.

Contrairement à la fois où le Conseil Malien des Transporteurs routiers est monté au créneau pour avertir les chauffeurs du transport public de ne pas aller à une modification des tarifs, cette fois-ci, c'est le silence total que certains observateurs ne comprennent pas.

En étendant une décision des acteurs concernés, les maliens souffrent dans leur économie au quotidien. Car leur sort dépend désormais des humeurs des chauffeurs et apprentis SOTRAMA et car des transports interurbains.

PAR CHRISTELLE KONE
Source : Info-Matin

Côte d'Ivoire : Publication par la CEI de la liste définitive des candidats aux législatives partielles (Communiqué)

Le 04 août 2022, la Commission électorale indépendante a publié deux décisions portant respectivement publication de la liste provisoire des candidats aux élections partielles des députés à l'Assemblée nationale dans les circonscriptions électorales n°057, 150 et 202, et publication de la liste provisoire des candidats à l'élection partielle d'un sénateur dans la région du Haut-Sassandra.

Aux termes du Code électoral, la liste définitive des candidats est publiée par la Commission en charge des élections à l'issue du contentieux de l'éligibilité dont la connaissance relève du Conseil constitutionnel.

Par deux correspondances en date du 16 août 2022 (n°269/CC/SG/ddj et n°270/CC/SG/ddj), le Conseil constitutionnel a porté à la connaissance de la CEI que suite à la publication des listes provisoires des candidats dans les circonscriptions sus-indiquées, elle n'a reçu qu'une seule requête émanant de Monsieur Fofana Losséni dont la candidature pour l'élection du député dans la circonscription électorale n°202 (Bobi-Diarabana, Commune et sous-Préfecture, Séguéla Sous-préfecture) avait été rejetée par la CEI, et que cette requête a fait l'objet d'une décision d'incompétence.

En conséquence de ce qui précède, le Conseil constitutionnel a, dans les correspondances précitées, informé la Commission électorale indépendante que les listes provisoires susmentionnées peuvent être publiées comme listes définitives des candidats aux élections concernées.

Conformément à ses attributions légales, la CEI a ainsi l'honneur de porter à la connaissance de la communauté nationale et internationale que sont définitivement retenus comme candidats aux élections législatives partielles dans les circonscriptions électorales n°057, 150 et 202, les candidats dont les noms suivent:

Dans la circonscription électorale n°057, Boddokro, Lolobo et



N'Guessankro Communes et Sous-Préfectures, Marabadjassa Sous-Préfecture :

- KOFFI N'Dah Kouakou et KOUAKOU Kanga, candidats titulaire et suppléant, candidats indépendants ;

- KOUAME Attingbré et KOUASSI Yao Gérard, candidats titulaire et suppléant, Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP) ;

- MANGOUA Koffi Saraka Jacques et YAO Kan Clément, candidats titulaire et suppléant, Parti Démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement Démocratique Africain (PDCI-RDA) ;

- SAHOURE N'Guessan Patrice et KOUADIO Koffi Albert, candidats titulaire et suppléant, candidats indépendants ;

- KOUAKOU Kouamé Maxime et KOUAME Koffi Eugène, candidats titulaire et suppléant, candidats indépendants ;

Dans la circonscription électorale n° 150, Gnamangui, Méagui et Oupoyo Communes et Sous-Préfectures :

- KATO KATO Auguste Judicaël et MAHI Franck HAYMAUD, candidats titulaire et suppléant, candidats indépendants ;

- N'GORAN Mamadou et NEMLIN Otto Célestin, candidats titulaire et suppléant, Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP) ;

- N'DRI Yao et KAMI Pleuphie Germain, candi-

dats titulaire et suppléant, Parti Démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement Démocratique Africain (PDCI-RDA) ;

Dans la circonscription électorale n°202, Bobi-Diarabana, Commune et Sous-Préfecture, Séguéla Sous-Préfecture :

- FOFANA Vatiecoumba et DOSSO Adama, candidats titulaire et suppléant, candidats indépendants ;

IOMANDE Mamadou et KONE Yacouba, candidats titulaire et suppléant, Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP).

En vue de l'élection partielle d'un sénateur dans la région du Haut-Sassandra, sont également retenus sur la liste définitive des candidats :

- KONE Boubacar, Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP) ;

- TRE Sikeli Luc, Parti Démocratique de Côte d'Ivoire - Rassemblement Démocratique Africain, (PDCI-RDA).

P/Le Président et P.O.

Le Secrétaire

Permanent

KOUAME ADJOUJMANI Pierre

Source : abidjan.net

Coopération : L'ambassadrice du Royaume-Uni pose la première pierre de la Baie des Britanniques et soutient les femmes d'Audoin-Beu

Britannia Bay. Autrement dit, la baie des britanniques. C'est le projet qui verra bientôt le jour à Audoin-Beugretto, village de la sous-préfecture de Songon.

Le 11 Août 2022, en effet, Mme Catherine Brooker, ambassadrice du Royaume-Uni en Côte d'Ivoire, a posé la première pierre d'une cité qui aura les caractéristiques d'une ville britannique dans un concept de développement durable. La cité sera réalisée sur un site de 18 hectares offert par la famille Zaka-Quadjo, à Audoin-Beugretto, dans le prolongement de la Baie-Des-Milliardaires. Le projet

est soutenu par le Réseau des Cadres Ivoiriens de la Diaspora (RéCID) qui regroupe des Ivoiriens vivant en Côte d'Ivoire, aux Etats-Unis d'Amérique, en Europe, en Australie et en Chine.

Mme Catherine Brooker s'est fait un réel plaisir de donner le premier coup de truelle de cette cité qui va davantage rapprocher la Côte d'Ivoire et la Grande Bretagne.

Quelques instants avant, l'ambassadrice britannique a apporté son soutien et celui de son pays à un important projet piscicole initié par la mutuelle de développement des femmes

d'Audoin-Beugretto. « Le Royaume-Uni accorde une importance particulière au développement humain, social et éducationnel des femmes et des jeunes filles », a-t-elle déclaré à l'occasion d'une cérémonie de lancement qui a eu lieu à EPP d'Audoin-Beugretto en présence des autorités administratives et politiques dont le sous-préfet et un représentant du maire de Songon. « Ce projet qui nous est présenté est important, il vise à réduire la pauvreté. C'est une initiative louable (...) Vous avez le soutien du Royaume-Uni, nous allons vous accompagner étape par étape », a-t-elle ajouté.

Selon Mme Elisabeth Tanon, présidente de la mutuelle qui regroupe 300 femmes, le projet consiste à réaliser une ferme piscicole pour la production de tilapias. Le coût du projet est estimé à environ 80 millions de francs CFA.

Au terme de la cérémonie, Mme Catherine Brooker a été faite femme Ebrié avec le nom Nancy qui signifie « Merci » en Ebrié.

Rk avec Sercom



PSG : L'autre demande express de M'Bappé à Al-Khelaïfi en plus du départ de Neymar

Le vestiaire du Paris Saint-Germain traverse une mauvaise passe ces derniers jours. Et les dernières informations ne risquent pas vraiment d'arranger les choses. Alors qu'au lendemain de la rencontre face à Montpellier (5-1), il était annoncé que Neymar a appris que Kylian Mbappé avait demandé à

la direction du PSG de se débarrasser de lui lors des négociations pour la prolongation du contrat de la star française. Ce qui expliquerait l'attitude du brésilien lorsque Mbappé lui demandait de lui laisser le second penalty parisien après avoir manqué le premier. Mais ce n'est pas tout. Ce jeudi, UOL Esporte

a lâché une autre bombe. Selon le journal sportif, le Champion du monde 2018 aurait également demandé à ce que soit démonté le clan des Argentins (très proche de Neymar) dans le vestiaire parisien.

Il s'agit de Lionel Messi, Leandro Paredes et Angel Di Maria. Ce qui expliquerait d'ailleurs pourquoi l'ancien attaquant du Real Madrid n'a pas été prolongé par le club de la capitale et que son compatriote milieu de terrain est en passe d'emprunter le même chemin.

Source : Afrique Sports





Bélier (21 mars - 19 avril)

Les planètes vous mettent d'accord avec vos ambitions professionnelles. Vous avez du pain sur la planche. Soit votre job vous donne entière satisfaction, soit vous êtes dans une situation de changement professionnel et vous avez besoin d'être épaulé.

Rien ne sert de courir après votre argent. Vous avez voulu jouer les généreux et vous n'avez aucun retour ? Inutile de ruminer et d'engendrer du stress, vous ne changerez pas les gens. Vous serez plus prudent la prochaine fois, parole de Bélier !



Taureau (20 avril - 19 mai)

L'entrée du Soleil, dans votre signe, va générer un peu plus de dynamisme et d'esprit d'initiative. Aujourd'hui, ami Taureau, vous semblerez reprendre quelque peu goût à ce que vous faites. Ce ne sera pas encore Byzance, mais ce ne sera plus la Bérézina !

Déjà en progression constante, vos gains continueront d'évoluer largement selon vos espérances, et sans doute bien au-delà, notamment grâce à la présence dynamisante de Mars dans le secteur de vos finances. De quoi booster vos placements bancaires...



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

La Lune quitte votre maison 6 et va vous donner le temps de vous remettre de vos émotions. Calculez, faites des comptes et des prévisions et attendez ! La lune noire vous empêche d'y voir clair. Elle fait une coupure dans votre carrière. C'est un moment de flou.

Vous êtes en plein chamboulement concernant vos biens familiaux et immobiliers. Ce sera long mais porteur de stabilité sur le long terme. L'argent ne rentre pas trop en ce moment. Consacrez-vous à votre famille en attendant. Ils ont besoin de vous.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Uranus vous fera fonctionner à plein régime et vous sensibilisera à toutes les nouveautés qui se présenteront. Ce sera le moment pour certains d'entre vous de prendre un vrai tournant. Mais, quelle que soit votre position, veillez à assurer vos arrières.

Effaré par ces frais qui s'accumuleront, vous prendrez des décisions dracونيennes en matière de dépenses. Vous vous moquerez éperdument d'avoir un train de vie ressemblant à celle d'un moine tibétain du moment que vous serez sécurisé matériellement.



Lion (22 juillet - 23 août)

Cher ami Lion, il faut vous attendre à une petite baisse de régime dans le travail. Il se trouve que vous avez besoin de quelques jours de vacances. Vous pourriez avoir envie de tout envoyer valser, mais vous saurez garder votre calme.

Une journée qui s'annonce un peu laborieuse financièrement, mais rien de bien alarmant. La nécessité de gérer minutieusement vos finances est de plus en plus obligatoire, hormis cela, aucun problème à l'horizon. Soyez raisonnable aujourd'hui.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Ami Vierge, vous pourrez vous présenter aujourd'hui à votre poste de travail en retard, ne pas vous excuser auprès de votre responsable et vous payer le luxe de quitter votre poste en avance. Professionnellement parlant, vous ne manquerez pas d'air !

Quelques recommandations pour vous prévenir d'une éventuelle banqueroute ou d'une situation d'endettement vous feront prendre aussitôt la mouche. Vous vous cabrerez en décochant quelques flèches de colère à vos proches. Votre rancune sera tenace !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des décisions ne sont pas suivies d'initiatives. Vous réalisez que les conditions de travail ne sont pas idéales pour répondre à ce que l'on vous demande. Un collègue peut se reposer sur vous et attendre vos services, tandis que vous êtes déjà affairé.

Un proche peut vous donner du mobilier à retaper ou de bonnes adresses pour réaliser des économies. Les astres en Lion vous poussent à consommer beaucoup et le budget peut manquer. Il est utile de réaliser quelques économies, avec des petites sommes.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Attention à ne pas vous sacrifier au travail. Ce n'est pas à vous de tout faire. Exigez la répartition équitable du travail. Vous manquez de visibilité quant à votre avenir professionnel. Vous n'y pouvez rien. Il faut patienter.

Vous retrouvez provisoirement une bonne stabilité financière. Une rentrée d'argent pourrait arriver de nulle part. Vous décidez de la mettre bien au chaud sur un compte d'épargne. Vous vous offrirez un week-end en amoureux au printemps prochain.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Si récemment vous avez tenté un projet, vous recevez des bonnes nouvelles. Votre futur professionnel est assuré, votre carrière est lancée, vous êtes en progression. Aujourd'hui de nouvelles opportunités vous permettent d'évoluer encore plus.

Vous préférez éviter les débats sur les sujets qui touchent aux finances surtout lorsque vous vous retrouvez en famille, même si autour de vous l'ambiance est positive c'est le genre de conversation qui peut très rapidement dégénérer.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Si certaines personnes ont l'étoffe des héros..., aujourd'hui, vous aurez surtout l'étoffe d'un boss ! C'est déjà pas si mal. Dans votre job, des envies de nouveautés vous porteront littéralement. Dans votre entreprise, vous serez avant tout polyvalent...

Mars sera le super gestionnaire du zodiaque, et de vos finances par la même occasion... Fluide, sera le mot parfait pour caractériser la manière dont circulera l'argent sur vos comptes bancaires. Pas le moindre hic sur votre argent, du moins pour aujourd'hui...



Verseau (20 janvier - 19 février)

Au bureau, vous serez replié sur vous-même, vous serez dans l'intériorisation de vos émotions. Vous réfléchissez à votre nouveau poste. C'est si excitant ! Évidemment vous allez vous démarquer de vos prédécesseurs. Vous serez très inventif.

Petite incertitude concernant le versement de votre salaire. Cette promotion sera effective à partir de quand ? Votre directeur n'a pas été très clair à ce sujet. Vous allez appeler le comptable pour avoir des éclaircissements.



Poisson (19 février - 21 mars)

Ce sera en petit comité que vous donnerez le meilleur de vous-même. En Balance, le duo Mercure/Vénus illustrera votre besoin d'agir au sein d'une équipe restreinte pour libérer votre créativité. Vos initiatives seront pour la plupart bien accueillies.

Faites en sorte que vos bonnes idées, associées à votre flair, soient payantes. En dénichant une assurance plus intéressante, une banque offrant de meilleurs services, vous gagnerez des euros. Le jeu de piste sera laborieux, mais les résultats seront là.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23